

DÉPUTÉS ET FINANCIERS 1893

À propos des élections
(*Paris-Capital*, 23 août 1893)

Aurons-nous beaucoup de financiers à la Chambre, ou simplement beaucoup d'honorables familiers avec les questions économiques et financières ? Pas assez !

S'il faut en juger, d'ailleurs, par les programmes des candidats — que le persévérant M. Barodet, de nouveau réélu, se charge, la fêrue en mains, de collationner pour l'édification des électeurs, qui tiennent au document humain — les questions économiques et financières n'existent pour ainsi dire pas pour la plupart de ces aspirants à une portion de souveraineté nationale.

Est-ce il dire que la politique pure va de nouveau prendre le dessus et que nos 581 honorables vont traiter la finance de Turc à Maure, avec le suprême dédain de gens qui estiment, au contraire de ce qui est, qu'on vit de politique et qu'on meurt d'affaires ? Il ne faut rien pronostiquer.

Les quelques financiers qui entrent ou rentrent à la Chambre, seront-ils de taille à faire tomber les préventions de ceux-ci ou l'indifférence de ceux-là ? Il faut le souhaiter.

En attendant les grands et les petits événements financiers qui marqueront la prochaine législature, passons donc en revue les candidats qui, favorisés ou non, par le Dieu Hasard, ce grand électeur, ce grand faiseur d'élections, touchent de près à la finance.

M. Rouvier, l'ancien ministre des finances, est de nouveau réélu par l'arrondissement de Grasse. Du moment où les Alpes-Maritimes lui restent fidèles, qu'importe la défection des Bouches-du-Rhône à cet enfant gâté de la fortune.

M. Bischoffsheim, député intermittent, un financier qui eut son heure de célébrité, et qui inventa le Honduras avant que bien d'autres eussent découvert la République argentine, va donc revenir sur les bancs du Palais-Bourbon. Il faut espérer qu'il ne se fera pas invalider, sous prétexte qu'habitué aux grandes libéralités, comme l'observatoire de Nice, il en aura trop fait de petites.

M. [Eugène] Mir, administrateur de plusieurs sociétés financières et industrielles, notamment du Crédit foncier, est réélu à Castelnaudary. M. Mir appartient à la famille Pereire par alliance.

M. [Paul] Peytral, ministre des finances, est toujours l'élu de Marseille. Comme tous ses collègues du ministère, il obtient en 1893 un nombre de voix sensiblement supérieur, comparativement à celui de 1889. Marseille, faute de Rouvier, tient à fêter Peytral, un compatriote parvenu au faite des grandeurs.

M. Gellibert des Seguins, un jeune, est nommé dans la Charente, en remplacement de M. Deroulède, à qui il se déclare prêt à céder sa place s'il prend fantaisie au neveu d'Émile Augier de revenir à la politique. M. Gellibert des Seguins est administrateur des Aciéries de France.

M. le comte Lemercier, administrateur de compagnies d'assurances comme le Patrimoine et de sociétés financières comme le Crédit industriel et commercial [CIC], est réélu par l'arrondissement de Saintes.

Le prince d'Arenberg, un des nouveaux administrateurs de la Compagnie du Canal de Suez, reste le député, le roi de Bourges.

M. Lévêque, ancien sous-gouverneur du Crédit foncier, est battu dans la Côte-d'Or. Cet échec doit être va du meilleur œil dans quelques milieux, quelques justes-milieux, dont M. Lévêque était sorti, volontairement il faut le dire.

M. Ch. Prevet [1852-1914], le grand éleveur en Nouvelle-Calédonie [Société de Ouaco*], administrateur de la Banque d'escompte [de Paris (baron de Soubeyran)] et de plusieurs sociétés industrielles et de chemins de fer, n'est pas réélu en Seine-et-Marne, au grand étonnement de ceux qui l'ont suivi dans sa double carrière, déjà longue, de financier et de politique [Il rebondit comme sénateur avec l'appui du chocolatier Menier dont il avait soutenu la participation à la fabrication du câble sous-marin Marseille-Tunis-Oran].

M. [Henri] Chavoix [1844-1928], très activement mêlé à certains groupes de syndicats et de compagnies de chemins de fer, passe dans la Dordogne au premier tour. En 1889, il n'avait pas été aussi favorisé. A ce moment-là, il pensait peut-être plus au Crédit foncier de Tunisie qu'aux élections.

M. Louis Passy, administrateur du Crédit industriel et commercial [CIC] et de plusieurs autres sociétés, reste l'élu des Andelys.

M. Edmond Caze, qui appartient au même groupe que M. Chavoix et qui s'occupe en ce moment plus particulièrement de plusieurs affaires industrielles en Serbie et en Bulgarie, notamment de l'éclairage de la ville de Belgrade, est renommé à Villefranche [de Lauragais (Hte-Garonne)] [co-fondateur en juillet 1899 de la Cie coloniale du Fernand-Vaz (Congo français)].

M. Raynal, l'ancien ministre des travaux publics, l'emporte à Bordeaux, cette fois encore avec une forte majorité sur son concurrent.

M. Robert Mitchell est battu à La Réole. Il n'en continuera que mieux à présider le conseil de la Cie de navigation Havre-Paris-Lyon [HPLM].

M. René Brice revient au Parlement, n'ayant plus en face de lui M. Recipon — l'arrondissement de Redon étant heureusement divisé en plusieurs circonscriptions. M. René Brice est censeur du Crédit foncier, administrateur du Crédit foncier d'Algérie, etc.

M. Wilson, qui fait sa rentrée au Parlement, n'est pas, à notre connaissance, administrateur de sociétés financières. Naguère encore, il était le plus fort actionnaire de la Compagnie Parisienne du gaz. Peut-être l'est-il encore.

M. Riotteau [1837-1927] [armateur, maire de Granville, député (1876-1885, 1887-1906), puis sénateur (1906-1927) de la Manche], ex-administrateur de la Banque maritime [en liquidation], est réélu à Avranches [son fils Charles sera administrateur de la Société marocaine des scieries de l'Atlas].

M. Mézières, administrateur du Crédit foncier, est toujours l'élu de Briey, sans concurrent.

M. Jules Jaluzot passe encore à Clamecy. Il continue de cumuler les fonctions de gérant des Grands magasins du Printemps et le mandat de député.

M. Christophle passe à Domfront, sans concurrent. Sur le terrain électoral, on n'essaye pas de lui tenir tête. Il y aura donc à la Chambre des députés, trois administrateurs du Crédit foncier, comme par le passé.

M. Dugué de la Fauconnerie, administrateur de la Compagnie générale française des tramways et de quelques autres, n'est pas réélu.

M. [Achille] Adam [1859-1914], le riche banquier de Boulogne, est encore nommé. Là où a passé le père tant de fois, a bien passé l'enfant pour la seconde [co-fondateur en 1899 de la Cie frse du Haut-Congo avec les frères Tréchet].

M. Léon Say, administrateur de nombre de sociétés du groupe Rothschild, est nommé à Pau. Est-ce à dire que M. Léon Say représentera Rothschild à la Chambre comme M. Mir y représentera Pereire ?

M. Achille Fould, porteur d'un nom illustre dans la finance, mais qui ne paraît plus tenté que par la politique, a été renommé à Tarbes. Il n'a pas eu de concurrent

sérieux à combattre.

M. Burdeau [1851-1894][auteur en 1891 d'un rapport sur l'Algérie], un financier, ministre d'hier et sans doute de demain, n'a pas eu de peine à se faire réélire. Ses électeurs lui restent fidèles de législature en législature.

M. Plassard, administrateur du Crédit foncier et qui, croyant entrer de plain-pied dans la politique, venait de donner sa démission de gérant des Magasins du Bon Marché*, est battu à Mâcon.

M. [Jules] Siegfried, le frère du financier [Jacques], célèbre comme ministre du commerce par son hostilité contre la combinaison du câble des Açores — dont il a expliqué tous les rouages secrets à ses électeurs — a reçu si bien leur approbation qu'il a été réélu à une belle majorité.

M. Paul Lebaudy est élu à Mantes, Mais ce n'est pas le [Jacques] Lebaudy de la Banque d'escompte. Celui-là se contente, en fait de finance et d'industrie, de rester sucrier.

M. [Georges] Vian¹, le collaborateur de M. Barbe² aux affaires de dynamite, est en ballottage ; de même M. [Jean] Hély d'Oissel [1833-1920], administrateur de la Société Générale [futur président de la Société générale, de l'Est-Asiatique français, de la Banque de l'Indochine...].

M. Goirand, le premier et le plus rude adversaire du Panama, passe facilement à Melle, dans les Deux-Sèvres.

Le baron Reille, président des Mines de Carmaux, est réélu à Castres, contre Calvignac, le promoteur de la grande grève de 1892.

M. A[lfred] Naquet, qui a eu l'heur de faire reconnaître la validité dès marchés à terme, est en ballottage à Carpentras. Les électeurs de ce pays-là se moquent de la dernière opération à terme comme du premier divorce.

M. le baron [Georges] de Soubeyran [Banque d'escompte de Paris] est en ballottage à Loudun, mais passera probablement au second tour [il sera battu par son régisseur, Thonnard du Temple, maire de Beuxes].

M. Henri Germain, président du Crédit lyonnais, ne se représentait pas.

*

* *

A l'ancienne Chambre, quelques-unes de nos sociétés de crédit étaient directement représentées : le Crédit industriel [CIC], par M. Louis Passy et le comte Lemercier ; la Banque d'escompte, par M. de Soubeyran et M. Prevet ; la Société générale, par M. Hély d'Oissel ; le Crédit lyonnais, par M. H. Germain.

Il y aura donc pour la législature, qui va s'ouvrir en octobre, quelques défaillances, volontaires ou non, dans ce petit groupe financier trié sur le volet... du Panama.

NOS DÉPUTÉS Financiers et directeurs de journaux

¹ Georges Vian (1842-1905) : député de la Seine-et-Oise (1890-1893). Il pourrait avoir été administrateur des Messageries fluviales de Cochinchine au côté de Barbe.

² Paul Barbe (1836-1890), polytechnicien, fabricant d'explosifs, associé français d'Alfred Nobel, créateur de la Société centrale de dynamite, administrateur du Télégraphe de Paris à New-York, administrateur des Messageries fluviales de Cochinchine, président de la Société française des alcools purs (initiée par l'affairiste belge Simon Phillipart), député radical-socialiste de la Seine-et-Oise (1885-1890), ministre de l'Agriculture dans le cabinet Rouvier (mai-décembre 1887). Il se serait mis également à la tête de diverses entreprises en Corse, en Algérie, en Cochinchine (nécrologie in *Le Temps*, 31 juillet 1890). Le *Dictionnaire des parlementaires* le crédite d'exploitations agricoles en Algérie et en Cochinchine, surtout vouées à la ramie (plante textile).

(*Paris-Capital*, 6 septembre 1893)

Le suffrage universel s'est prononcé. A-t-il été favorable aux financiers, aux directeurs de journaux, à tous ceux qui de près ou de loin touchent au monde des affaires ?

Le dénombrement est facile à faire. Et, tout d'abord, procédons par élimination et comptons ceux qui sont restés sur le carreau. Honneur aux vaincus et gloire aux vainqueurs !

Les vaincus

MM.

LÉVÊQUE, ancien sous gouverneur du Crédit foncier de France.

CH. PREVET, président du conseil des Chemins de fer de la Drôme, vice-président du conseil d'administration des Foncières, administrateur de la Banque d'Escompte [Soubeyran], de la Société du *Petit Journal*, de la Compagnie générale de construction [de matériel ferroviaire à Saint-Denis et Marly], etc., etc.

MARIUS MARTIN, commissaire des comptes de la Société des aciéries de France.

DE CHAUDORDY, administrateur du Crédit mobilier espagnol, de la Compagnie générale des tabacs des Philippines.

ROBERT MITCHELL, président du conseil d'administration de la Compagnie de navigation Havre-Paris-Lyon.

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE, administrateur de la Société des houillères de Dombrowa, de la Compagnie générale française de tramways.

DEJARDIN-WERKINDER, administrateur des Hauts-fourneaux et aciéries de Denain et d'Anzin.

PLASSARD, administrateur du Crédit foncier de France.

HÉLY D'OISSEL, vice-président du conseil d'administration de la Société générale, administrateur des chemins de fer de l'Ouest.

MARÉCHAL, président du conseil de l'imprimerie Paul Dupont.

GÉO VIAN, administrateur de la Compagnie du télégraphe de Paris à New-York, ex-administrateur de diverses sociétés de dynamite.

DE SOUBEYRAN, président du conseil d'administration de la Banque d'Escompte, des Foncières, des Immeubles de France, des Aciéries de France, des Compagnies réunies gaz et électricité (gaz de Lisbonne), de la Compagnie du gaz de Porto, administrateur de la Compagnie du chemin de fer du Nord, du Crédit foncier d'Autriche.

G. CLEMENCEAU, président du conseil d'administration du journal la *Justice*.

P. DE CASSAGNAC, président du conseil d'administration du journal l'*Autorité*.

CH. LALOU, président du conseil d'administration du journal la *France*, ex-administrateur de sociétés financières.

PORTALIS, directeur du *XIX^e Siècle*.

[LEROY-BEAULIEU](#), président de la Société de l'*Économiste français*, administrateur de la Compagnie houillère de Belmez (Belmez-Peñarroya).

Les vainqueurs

MM.

PEYTRAL, ministre des finances.

BOUVIER, ancien président du conseil, ex-ministre, ex-administrateur de sociétés financières,

BURDEAU, ancien ministre.

LÉON SAY, ancien ministre des finances, vice-président du conseil

d'administration des Chemins de fer du Nord, administrateur des chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante.

JULES SIEGFRIED, ancien ministre,

RAYNAL, ancien ministre.

CHRISTOPHLE, ancien ministre, gouverneur du Crédit foncier de France.

MÉZIÈRES, administrateur du Crédit foncier de France.

MIR, président du conseil d'administration des Chemins de fer départementaux, administrateur du Crédit foncier de France, des Chemins de fer du Nord de l'Espagne.

COMTE DE LÉVIS-MIREPOIX, administrateur du Patrimoine-vie et du Patrimoine-accidents.

LOUIS PASSY, ancien sous-secrétaire d'État aux finances, administrateur du [Crédit foncier colonial](#), du Crédit industriel et commercial [CIC], de la Société des entrepôts et magasins généraux de Paris [EMGP], commissaire de la Compagnie des forges de Châtillon et Commentry.

EDMOND CAZE, ancien sous-secrétaire d'État.

RENÉ BRICE, administrateur de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, de la Société des chemins de fer économiques, du Crédit foncier franco-canadien, du Crédit lyonnais, de la Société foncière lyonnaise, de la Paternelle-incendie, de la Caisse Paternelle, censeur du Crédit foncier de France.

Le PRINCE D'ARENBERG, administrateur de la Compagnie du canal de Suez.

JULES JALUZOT, gérant de la Société des magasins du Printemps.

A. BERTEAUX, agent de change à Paris, adjoint au syndic.

ACHILLE FOULD, ex-administrateur de la Société de dépôts et comptes courants.

Le BARON REILLE, président du conseil de la Compagnie des mines de Carmaux, de la Compagnie des Fonderies et forges d'Alais, administrateur du chemin de fer de Grande Ceinture, de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

GEORGES BERGER, président du conseil d'administration des Aciéries de Trignac.

ADAM, administrateur de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

DENÉCHEAU, administrateur de la Société du journal *l'Éclair*.

JOSEPH REINACH, directeur de la *République française*.

MARUÉJOULS, administrateur de la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

CH. ROUX, administrateur du Comptoir national d'escompte, de la Société marseillaise du Crédit industriel, de la Compagnie du canal de Suez.

BARON GÉRARD, administrateur de la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest.

CONRAD DE WITT, administrateur des Mines de la Grand'Combe.

COMTE LEMERCIER, président du conseil du Patrimoine-vie et du Patrimoine-accidents, président du conseil de surveillance du Comptoir Naud, administrateur du Crédit industriel et commercial [CIC].

CHAVOIX, administrateur de la Compagnie française des voies ferrées économiques*.

RIVET, administrateur de l'Agence Fournier.

AYNARD, régent de la Banque de France, administrateur de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel [SLD].

PHILIPPOTEAUX, président du conseil d'administration de la Compagnie foncière de France, administrateur de la Société foncière lyonnaise.

NOS DÉPUTÉS
Financiers et directeurs de journaux.

Les vainqueurs
(SUITE)
(*Paris-Capital*, 13 septembre 1893)

MM.

BALSAN, régent de la Banque de France.

CASIMIR PÉRIER, administrateur des Mines d'Anzin, des Docks et entrepôts du Havre.

SCHNEIDER, régent de la Banque de France, administrateur du chemin de fer de Paris à Orléans, des Ateliers et Chantiers de la Gironde, gérant des Forges et Aciéries du Creusot.
